

## V. I. Lénine : (avril 1911) A la mémoire de la Commune

Quarante ans se sont écoulés depuis la proclamation de la Commune de Paris. Selon la coutume le prolétariat français a commémoré par des meetings et des manifestations les hommes de la révolution du 18 mars 1871 ; à la fin de mai il ira de nouveau déposer des couronnes sur la tombe des communards fusillés, victimes de l'horrible « semaine de mai » et jurer une fois de plus de combattre sans relâche jusqu'au triomphe complet de leurs idées, jusqu'à la réalisation totale de l'œuvre qu'ils lui ont léguée.

Pourquoi le prolétariat, non seulement français, mais du monde entier, honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs ? Et quel est l'héritage de la Commune ?

La Commune naquit spontanément ; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne ; les souffrances du siège ; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie ; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale ; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière, qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre forme sociale ; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire de leurs hommes de confiance, constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers s'enfuit de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans

la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les *assises* mêmes du régime social actuel.

Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les « ruraux », les implacables propriétaires fonciers) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt : les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire, du mouvement ; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement ; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

Abandonnée par ses alliés de la veille et n'ayant aucun appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, tous les gens de la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploités se ligèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris révolutionnaire), réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande). Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Dijon et ailleurs) les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller délivrer Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine.

Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays